

enseignants en histoire intitulé *History Teaching Today – Approaches and Methods*. Ce manuel, ajouté à plus de 15 autres publications du Conseil de l'Europe, traduites et adaptées pour être utilisées dans les écoles au Kosovo, feront partie des legs durables du projet.

En réalité, ce que ce projet – comme d'autres – ambitionne, est un impact pérenne. Il ne s'agit pas de la multitude d'activités, mais d'un impact réel et significatif ; de changements qui surviendront par-delà le projet. Nous le constatons dans les résultats obtenus sur le terrain – des publications à la législation –, mais également dans le changement d'attitude des nombreux praticiens qui se sont associés au projet. Par

exemple, dans la session finale de la phase de formation des enseignants – qui, il faut le noter, s'est tenue avec des orateurs de toutes les langues parlées au Kosovo, quelques participants ont témoigné du fait que ces actions de formation avaient « changé leur façon d'enseigner ». Voilà qui est très encourageant. Mais, chose peut-être encore plus importante, il y a lieu de penser que s'est développée une plus grande sensibilité aux valeurs et attitudes multiculturelles. Quelques graines plantées par ce projet devraient aider la société du Kosovo à prospérer ; tel est notre souhait le plus profond.

La Conférence finale s'est tenue le 16 novembre à Pristina. Pour plus d'informations sur le projet et ses résultats,

ainsi que des exemplaires des publications du CdE en albanais et en serbe, veuillez consulter le site web du projet [www.ibp-kosovo.org](http://www.ibp-kosovo.org). Pour des nouvelles brèves sur le projet, rendez-vous sur le groupe Facebook : Interculturalisme et processus de Bologne.



**Contacts:**  
Emir Adzovic  
[emir.adzovic@coe.int](mailto:emir.adzovic@coe.int)  
Sarah Keating  
[sarah.keating@coe.int](mailto:sarah.keating@coe.int)

## Conférence de clôture du 3<sup>e</sup> programme d'activités du Centre européen pour les langues vivantes

Plus de 200 spécialistes de l'éducation aux langues de toute l'Europe et du Canada ont participé à la conférence de clôture du programme d'activités *Valoriser les professionnels en langues* (2008-2011) coordonné par le Centre européen pour les langues vivantes (CELV) à Graz.

La conférence a présenté les résultats des 23 projets visant à aider les États membres à promouvoir et diffuser l'innovation et les bonnes pratiques dans l'enseignement et l'apprentissage des langues vivantes. Plus de 400 événements impliquant directement quelque

4 000 participants de 40 pays en Europe et au-delà, des contributions à plus de 300 conférences, séminaires et ateliers dans le monde entier, 23 groupes de publications à la disposition des professionnels en langues – c'est là l'impressionnant aboutissement des activités coordonnées par le CELV au cours des 4 dernières années.

Dans son discours d'ouverture, Ólaf Ólafsdóttir, Directrice de l'Éducation et des Langues, a félicité le Centre au nom du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et a remercié toutes les personnes ayant contribué à son succès : les nombreux experts européens impliqués dans les activités de projet et les représentants des États membres du CELV qui supervisent, soutiennent et diffusent les résultats de son travail. Se référant à l'actuelle crise économique et budgétaire en Europe, qui force de nombreux États membres à revoir leur niveau d'engagement dans les coopérations internationales, elle a souligné que leurs efforts en vue de maintenir ces coopérations doivent être appréciés aujourd'hui encore plus qu'hier. Elle a

ajouté que le meilleur moyen de faire face à cette crise dans le contexte actuel de mondialisation est précisément par le biais de la solidarité et de la coopération au niveau international et intergouvernemental. Elle a tout particulièrement remercié les autorités autrichiennes – le ministère autrichien de l'Éducation, de la culture et des arts, le ministère autrichien des Sciences et de la recherche, les autorités de la province de Styrie et de la ville de Graz – pour leur engagement de longue date et leur généreux soutien, ainsi que l'Association autrichienne du CELV pour sa gestion de cette contribution.

Teresa Condeço de l'Unité Politique pour le multilinguisme de la Commission européenne a souligné la nécessité de poursuivre la coopération entre la Commission et le Conseil de l'Europe dans le domaine des langues. Dans ce contexte, elle a fait référence à la Déclaration commune signée par la Commissaire Vassiliou et le Secrétaire Général Jagland à l'occasion du 10<sup>e</sup> anniversaire de la Journée européenne des langues le 26 septembre 2011.



Anne Brasseur, membre luxembourgeoise de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe et Ólaf Ólafsdóttir, Directrice de l'Éducation et des Langues du Conseil de l'Europe



Anne Brasseur, membre luxembourgeoise de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, et Jim Cummins, de l'Université de Toronto (Canada), ont effectué des discours liminaires.

Au cours d'une séance présidée par l'ambassadeur Thomas Hajnoczi, représentant permanent de l'Autriche auprès du Conseil de l'Europe, Graham Fraser, commissaire canadien aux langues offi-

cielles, a traité dans son discours du bilinguisme et du multilinguisme, Ana Perona-Fjeldstad, directrice exécutive du Centre européen Wergeland (CEW) à Oslo, a indiqué les domaines possibles de coopération entre le CEW et le CELV et Johanna Panthier de la Division des politiques linguistiques a fourni un aperçu du travail de soutien

du Conseil de l'Europe dans le domaine des langues dans et pour l'éducation.

La conférence s'est achevée avec le lancement du 4<sup>e</sup> programme du CELV, *Apprendre par les langues : promouvoir une éducation inclusive, plurilingue et interculturelle* (2012-2015), caractérisé par des approches innovantes à l'éducation aux langues, des projets de médiation (diffusion des développements et dialogue avec les acteurs principaux) et un soutien ciblé aux États membres du CELV.

Pour plus de détails, consulter : [www.ecml.at](http://www.ecml.at)



**Contact:**  
Waldemar Martyniuk  
[waldemar.martyniuk@ecml.at](mailto:waldemar.martyniuk@ecml.at)

## Réinventer les sociétés démocratiques

Du 27 au 29 juin, le Conseil de l'Europe a co-organisé une Conférence internationale sur le thème « Réinventer les sociétés démocratiques : une nouvelle responsabilité personnelle et sociale ? » avec le Consortium international pour l'enseignement supérieur, la Responsabilité civique et la démocratie, l'Association internationale des universités (AIU), le Centre européen Wergeland et l'Université d'Oslo. Le ministère norvégien de l'Éducation et de la Recherche a offert son soutien pour la conférence, qui faisait partie des célébrations du bicentenaire de l'Université d'Oslo et fut ouverte, entre autres personnalités, par le ministre norvégien de l'Enseignement supérieur et de la recherche, Tora Aasland, et le recteur de l'Université d'Oslo, Ole Petter Ottersen.

La conférence a rassemblé 140 responsables de l'enseignement supérieur et des représentants des pouvoirs publics des États-Unis et d'Europe, ainsi que d'un certain nombre de pays d'autres régions du monde ; elle s'inscrivait dans le cadre d'une coopération établie de longue date pour promouvoir la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit, ainsi que la cohésion sociale et le dialogue interculturel via l'enseignement supérieur. La conférence a posé trois grandes questions, à savoir :

1. A quoi doit ressembler une université démocratique ?

2. Quels sont les moyens particulièrement efficaces s'agissant des étudiants pour approfondir l'éducation à une citoyenneté démocratique mondialement responsable ?
3. Quels partenariats entre les établissements d'enseignement supérieur et les communautés du niveau local, national et/ou global pour encourager l'engagement et promouvoir une culture démocratique ?

Nonobstant la diversité des réponses à ces questions, les participants se sont généralement accordés à reconnaître que l'enseignement supérieur a un rôle essentiel à jouer dans le développement d'écoles, de communautés et de sociétés réellement démocratiques. Pour citer Sjur Bergan, chef du Service de l'enseignement supérieur et de l'enseignement de l'histoire du Conseil de l'Europe : « La question n'est pas de savoir *si* l'enseignement supérieur doit contribuer au développement de sociétés démocratiques, mais *comment*. C'est une question tant concrète que philosophique. Réinventer la société, nos aïeux l'ont fait en maintes occasions. Aujourd'hui, c'est à nous... d'imaginer ce qu'il faut faire aujourd'hui pour donner à nos enfants le type de société dans laquelle nous aimerions les voir vivre demain ». Ira Harkavy, président du Comité directeur du Consortium international pour l'enseignement supérieur, et vice-président et directeur associé du Centre

# Bulletin éducation



## Editorial

*La première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle s'est révélée être une période de grands bouleversements, tendance qui s'est accentuée ces deux ou trois dernières années. Outre les progrès technologiques, certaines évolutions, comme la quête de la démocratie, une sensibilisation accrue aux questions sociales et la solidarité entre les individus, sont positives tandis que d'autres, qui malheureusement viennent trop facilement à l'esprit, comme les créances irrécouvrables, le comportement arrogant et irresponsable des marchés financiers, l'intolérance et l'égoïsme croissants ou bien encore les attentats terroristes, sont, pour le moins, négatives et préjudiciables.*

*Comme nombre d'autres organisations, le Conseil de l'Europe a pris des mesures pour faire face aux changements sociétaux en réexaminant son rôle et en cherchant à améliorer la pertinence et l'efficacité de ses travaux de défense et de promotion de la démocratie, des droits de l'homme et de l'Etat de droit. La réforme structurelle nécessaire pour accompagner cette réaffirmation de la pertinence du Conseil et rationaliser les travaux du Secrétariat a débuté le 1<sup>er</sup> octobre et sera achevée d'ici la fin de l'année.*

*Dans le cadre de cette réforme, les anciennes directions de l'Éducation et de la Jeunesse ont été réunies et forment désormais les services d'une nouvelle Direction de la citoyenneté démocratique et de la participation qui, à son tour, fait partie d'une nouvelle Direction générale de la démocratie (DG II). C'est une mesure logique dans l'optique d'améliorer la coopération car les deux services se préoccupent essentiellement de l'éducation à la citoyenneté et aux droits de l'homme dans un cadre non formel en ce qui concerne le secteur de la jeunesse et davantage au niveau de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur pour ce qui est du secteur éducatif. L'éducation formelle et l'éducation non formelle ont peut-être beaucoup plus en commun qu'on ne l'imagine. L'enseignement traditionnel s'est grandement inspiré des méthodes pédagogiques non formelles au cours de ces dernières années et la coopération devrait profiter à tous les acteurs concernés qui, en conjuguant leurs efforts, devraient renforcer la portée de notre action.*

*Autre aspect de la réforme : à partir de 2012, toutes les activités seront menées dans le cadre d'un programme biennal. Les initiatives prises par les services de l'éducation et de la jeunesse s'inscrivent dans le programme sur la citoyenneté*



*Forum à haut niveau sur le thème « Les systèmes éducatifs en Europe au XXI<sup>e</sup> siècle », Kiev, 22-23 septembre 2011. De g. à d.: Ólafur Ólafsdóttir, Mykola Azarov, Premier ministre de l'Ukraine, Dmytro Tabachnik, ministre de l'Éducation et des Sciences, de la Jeunesse et du Sport de l'Ukraine, Mady Delvaux-Stehres, ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle du Luxembourg.*